

LE ROYAUME-UNI SORT DE L'UNION EUROPÉENNE POURQUOI ET AVEC QUELLES CONSÉQUENCES ?

Discours prononcé par Lord Grenfell à la réunion convoquée par les Franco-British Connections et les Alumni de Sciences Po, le vendredi 24 juin 2016.

Permettez-moi, Jean-Pascal, de vous remercier vivement pour l'invitation des Franco-British Connections et des Alumni de Sciences Po de participer à cette discussion.

Je me réjouis de me trouver à côté de Sophie Loussouarn, spécialiste et auteur renommé sur les deux côtés de la Manche en matière de la politique britannique, ainsi qu'une amie personnelle de longue date.

Je vais m'efforcer de partager avec vous mes sentiments ce soir et surtout mes soucis provoqués par ledit BREXIT. Vous voyez devant vous une personne profondément attristée et fort perturbée par ce résultat. Europhile engagé depuis les années soixante et surtout pendant mes longues années dans le parlement à Westminster, je ne peux pas réagir autrement. BREXIT est une erreur historique et monumentale.

Mais cette décision insensée faite, je le juge inutile au cours d'une brève intervention, de m'appesantir trop sur les arguments présentés par les deux camps opposants au cours de la campagne. Mais en résumé, la campagne pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE fut focalisée largement sur les conséquences économiques jugée néfastes d'une sortie, d'un saut dans l'inconnu. Cette position a été soutenue par notamment la Trésorerie et la Banque d'Angleterre. Économistes renommés, syndicalistes, chefs d'industrie et de finance ont majoritairement favorisé le camp de maintien tout comme les grandes institutions internationales, le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDE, la Banque Centrale Européenne, l'OMC, l'OTAN, les Nations Unies, pour citer les plus importants. Ajoutons le grand nombre de chefs de gouvernement qui ont également plaidé pour notre maintien dans l'Union.

Car bien sûr, ce n'était pas seulement une question économique. L'affaiblissement de l'Union Européenne inévitablement occasionné par la sortie d'un pays membre aussi important que le Royaume-Uni poserait des problèmes géopolitiques de grande envergure. Comment est-ce qu'il est arrivé, donc que cette symphonie d'appels n'a pas été plus largement entendue ? La réponse des chefs de la campagne BREXIT à cette symphonie s'avérait pour la plupart simpliste, ingénue, malveillante : "Faut pas écouter les experts," ont-ils insistés. "Ils sont connus pour leurs inexactitudes et leurs distorsions. Et quant aux chefs de gouvernement, de quel droit osent-ils s'ingérer dans un référendum national ?

Selon les Brexiteers, au cœur du choix posé par le référendum se trouvaient des questions claires et simples. Je cite.

"Allons-nous nous donner la liberté de gouverner notre pays à notre propre façon, sans l'intrusion étouffante des institutions bruxelloises, auxquelles nous versons des sommes énormes. Est-ce que nous voulons nous débarrasser de la juridiction d'une Cour de Justice Européenne qui entrave les fonctions judiciaires et législatifs d'un pays souverain ? Est-ce que finalement le moment est arrivé pour prendre contrôle de nos propres frontières face à l'irrépressible afflux de migrants profitant de la libre circulation parmi les états membres de l'UE ?"

Ces perspectives grisantes ont été gobés par une grande partie d'une population, de droite à gauche, qui ne s'est jamais enthousiasmée pour notre adhésion à l'Union. En plus, s'il y aurait véritablement un prix économique à payer pour cette prise de contrôle, ça serait pour eux un bien faible prix mis en balance avec les avantages d'une sortie promettant plus de liberté et plus de prospérité.

Pire, ils ont avalé un tas d'arguments fortement compromises par des inexactitudes de faits, des statistiques manipulées et des mensonges effrontés lancés par la campagne BREXIT.

Deux exemples : Suite à une adhésion imminente de Turquie à l'Union européenne, des dizaines de milliers de Turcs franchiraient nos frontières. Mais quelle adhésion imminente ? C'est une chimère et les Brexiteers le savaient très bien. Mais ils ont semé la peur. Deuxième exemple. La campagne a essayé d'effrayer la population avec la prétention que l'Union Européenne est plus que jamais déterminé de construire le plus vite possible les États-Unis de l'Europe. C'est faux. Les fédéralistes peuvent rêver à un super-état, mais c'est plus à la mode, et ils se trouvent maintenant dans une petite minorité. L'orientation actuelle va en sens inverse. Écoutez Wolfgang Schäuble s'exprimant il y a deux semaines dans *Der Spiegel*. Permettez-moi de paraphraser.

“En réponse à un Brexit, nous ne pouvons pas simplement réclamer d'avantage d'intégration. Un grand nombre se demanderait avec cause si nous les politiciens ont toujours rien compris. Une sortie britannique serait un avertissement. Quel que soit le résultat du scrutin, a-t-il continué, nous devons examiner sérieusement la question d'une réduction de la bureaucratie en Europe, et en certains domaines il faut retrouver le chemin vers l'appropriation par les pays membres d'avantage d'autonomie comme demandent les Britanniques.

Écoutez Hubert Védrine tout récemment dans Les Échos :

“Une partie des élites dirigeantes répète qu'il faut plus d'Europe. Mais pour les peuples, plus d'Europe signifie moins de France, moins d'Allemagne, moins de Suède, etc. Donc le discours classique européen, positif, idéaliste, qui a fonctionné pendant des décennies, ne marche plus.”

Fin de citation. Même le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, vient de prôner un régime moins ingérant.

Mais la campagne Brexit, implacablement hostile à l'Union, a refusé de reconnaître ce changement significatif dans la pensée européenne. En revanche, elle a renforcé ses protestations que l'Union continuait de marcher avec acharnement vers le but d'un super-état, les États-Unis d'Europe.

Jusqu'à la fin de la campagne de telles mythes et contrevérités ont été propagées sans relâche. Ça ne veut pas dire que la campagne Maintien n'avait rien à se reprocher. Tous les deux campagnes avaient recours aux prétentions et affirmations exagérées et trompeuses, mais c'est le campagne Brexit qui me semble de très très loin la plus coupable. Malheureusement la campagne pour le maintien a été lancé beaucoup trop tard, abandonnant l'initiative et le momentum à Brexit.

Quant au Parti Travailleiste il était officiellement pro- Maintien mais il s'est montré très divisé, avec une grande partie de la classe ouvrière, surtout dans le nord du pays, largement favorisant le Brexit, convaincu que l'ingérence de l'Union européenne portait autant de responsabilité pour

l'austérité que la politique du gouvernement. Le parti est entré dans le débat après un quasi-silence prolongé par un chef de parti, Jeremy Corbyn, historiquement eurosceptique qui avait mal à camoufler son manque d'enthousiasme pour l'UE. Désolé, mais il doit partir.

Pour sa part, la campagne pour le Maintien, à sa tête le Premier Ministre, s'est efforcé de focaliser le débat largement sur les risques pour l'économie posés par un saut dans l'inconnu nous laissant isolés de nos partenaires après 43 ans d'adhésion.

En revanche la campagne de Brexit était fondée sur les soucis de la population autour des questions de souveraineté et d'identité, des concepts plus proches à leurs cœurs, plus faciles à saisir que les arguments compliqués bourrés de statistiques autour de l'impact d'une sortie ou d'un maintien sur l'avenir économique du pays.

Pas de surprise, donc, que l'immigration paraisse à la tête de leur liste de soucis. Voilà, disaient-ils, la plus grande menace à leur souveraineté et leur identité. David Cameron a fait un grand erreur en promettant, lors des élections de 2015, de baisser l'immigration à un niveau clairement irréaliste. Les chiffres, toujours en hausse, ont fourni au Brexit un argument clé : on ne peut pas baisser le niveau sans quitter l'Union européenne pour reprendre contrôle de nos frontières.

Oui, a-t-il riposté. Certes, il y a un problème, mais la baisse est mieux effectuée avec la coopération de nos partenaires européens dans le cadre de notre adhésion à l'UE plutôt que de sacrifier notre accès au Marché Unique, le prix à payer pour terminer la libre circulation. Cette question brûlante est arrivée, au grand dam de la campagne Maintien, à dominer le débat national.

Enflammé par une grande section de la presse tabloïd et par les partisans plus extrêmes du Brexit, notamment le parti UKIP, le débat est descendu dans un enfer de mensonges, d'attaques et d'injures personnalisées, attisant la peur, l'intolérance et la xénophobie. Dans cette atmosphère empoisonnée il n'est pas si surprenant qu'une acte aussi effroyable et tragique que l'assassinat de la jeune députée, Jo Cox, par un dérangé anti-Europe, apparemment de l'extrême-droite raciste, puisse être perpétrée.

On ne sait pas pour sûr s'il y avait un lien direct entre ce crime abominable et la campagne autour du référendum, le mépris trop répandu de nos jours pour la classe politique, très en évidence dans la campagne, pose un danger existentiel pour la démocratie. Certains aspects de la conduite de ce référendum, surtout l'irresponsabilité insensée d'une grande section de la presse tabloïd, n'ont rien fait d'écarter ce danger. Il faut d'urgence chercher de changer le climat.

Alors, où est-ce qu'on va d'ici ? Aujourd'hui nous nous trouvons au début d'un long processus qui va nous conduire à notre dégageant de l'Union. Premier pas, l'activation sur l'initiative du Premier Ministre successeur, selon monsieur Cameron ce matin, de l'Article 50 du Traité sur l'Union européenne qui fournit le mécanisme pour un retrait à être effectué en deux ans. C'est au cours de ces deux ans que la nature de nos relations ultérieures avec l'Union doit être déterminé.

Malheureusement pour nous, les décisions définitives sont déterminées par nos partenaires en huis clos, le Royaume-Uni laissé à l'autre côté de la porte. Mais dans quel cadre souhaitons-nous arriver à un accord ? Le modèle norvégien/islandais permettant accès au Marché Unique et autres bénéfices en échange de paiements de cotisations et l'imposition de réglementations mais privé de voix dans la formulation des politiques ?

Ou est-ce que le gouvernement va préférer le modèle Suisse. Membre comme le Norvège et l'Islande de l'EFTA leurs relations avec l'Union sont fondées sur une centaine d'accords bilatéraux accompagnés de paiements au budget de l'Union. Je pense que ni l'un ni l'autre de ces deux modèles va convenir.

Il me paraît probable que le gouvernement britannique, dopé par le mantra "*let's take back control*", répété ad nauseam pendant la campagne, va s'efforcer de se débarrasser le plus complètement possible de toute influence bruxelloise.

Il s'ensuit qu'il va chercher un accord commercial bilatéral tout court avec l'UE, et au diable avec le reste des obligations et bénéfices accumulés au cours des longues années d'adhésion. Bonne chance ! Un tel accord, forcément sous la tutelle de l'OMC, risque d'entraîner l'imposition de taxes d'importation ou de tarifs, imposant sur notre commerce un fardeau plus pesant que celui porté sous le régime actuel.

De telles négociations pourraient bien durer des années et des années, et n'oubliez-pas que nous, isolés, serons obligés de prendre la queue en cherchant un accord bilatéral avec les Etats-Unis ! Un dégageant de l'Europe calme, sans amertume, et rapide, tel qu'envisagé par le camp de Brexit est un projet chimérique. Un nouveau gouvernement sera naïf de compter sur un accueil à bras ouverts à la table de négociation. Les chefs d'états et de gouvernements n'oublieront pas vite, si jamais, ni la gifle flanquée à nos partenaires par notre sortie, ni les attaques féroces et les injures, souvent déraisonnées contre l'Union Européenne lancés tout au long de la campagne par les partisans de Brexit. N'attendons pas de cadeaux offerts par Madame Merkel, Monsieur Hollande et les autres !

La perte de la Grande Bretagne pose un problème particulièrement difficile pour l'Allemagne qui, privée de son allié préféré, risque contre sa propre volonté de voir sa position de force dans l'Union rendue encore plus dominante.

Ajoutons à cela le risque de contagion, occasionné par notre sortie. La montée des partis nationalistes à travers l'Union apporte le risque d'un *domino effect* avec une forte tentation de suivre l'exemple du Royaume-Uni en organisant des IN/OUT referendums. Les Pays-Bas ? La Finlande ? La Suède ? L'Autriche ? Le Danemark ? Et si Madame Le Pen entre à l'Élysée en 2017, un référendum offert au français, au moins de quitter l'Eurozone, est promise.

À ce point-là, faut-il commencer de compter les jours de l'Union européenne ? Pour garder contre cela, les gouvernements fortement opposés à de telles initiatives ne seront pas disposés à donner trop de gages de générosité lors des négociations avec le Royaume-Uni, par peur de donner l'impression qu'une sortie est un processus facile, coûtant peu, et du coup nourrissant l'ambition des autres d'emprunter le même chemin.

Un gros problème à peine abordé par la campagne Brexit concerne la menace posée à la cohésion du Royaume-Uni lui-même. Est-ce que les Écossais, chassés de l'UE contre leur volonté (ils ont voté massivement pour le Maintien), vont organiser un nouveau référendum sur l'indépendance ? Le chef du gouvernement écossais, Nicola Sturgeon, a déclaré ce matin que c'est fort probable.

Est-ce que l'Irlande du Nord qui a également voté pour le Maintien, va tourner vers la République irlandaise et la perspective d'une réunification ? Des deux côtés de la frontière c'est une idée qui gagne du terrain.

Il est clair que les problèmes auxquels un nouveau gouvernement se trouvera confronté sont véritablement intimidants, et je ne suis pas persuadé que les chefs de file des architectes de ce Brexit comme Boris Johnson et Michael Gove ainsi que leurs partisans soient pleinement conscients de l'ampleur des difficultés créées par cette sortie. Peut-être je me montre injuste envers eux. Mais si en fait ils ont caché leurs vrais soucis pour ne pas effrayer la population, cela serait de très mauvais augure pour leur crédibilité en gouvernement.

Le départ tôt ou tard de David Cameron de Downing Street était inévitable, mais vu sa décision de ne pas quitter les lieux avant que son successeur ne soit nommé, prévu pour octobre, et de laisser au nouveau Premier Ministre l'activation de l'Article 50, irrite sensiblement nos partenaires européens impatientes d'embarquer sur ce processus compliqué. Ce délai, insistent-ils, ne peut que faire monter l'incertitude et l'instabilité, et à mon avis ils ont sans question raison. Je peux ajouter que ce n'est guère le bon moment pour notre gouvernement d'agacer d'avantage ses interlocuteurs européens. Cameron est un chef de gouvernement expérimenté et bien connu dans les coulisses et autour des tables à Bruxelles, même si souvent dans le rôle de trouble-fête, et je crois que ses anciens partenaires européens seraient disposés à l'écouter avec une mesure de tolérance et compréhension qui risque d'être niées à des interlocuteurs britanniques implacablement hostiles au projet européen.

Et quant à ce projet européen, je lance un appel. Si les pays membres et les institutions de l'UE ont bien compris les leçons à tirer de cette décision destructrice, ils ne doivent pas tarder à mettre en marche une réforme profonde de l'Union. Première priorité un *état des lieux* compréhensif suivi par une détermination comment rendre l'Union et ses institutions *fit for purpose* dans un monde qui est beaucoup changé, où les peuples demandent que leurs voix soient plus écoutées et qu'on tienne bien compte de leur manque d'enthousiasme pour un super-état. Sans cela, le grand fossé qui divise le peuple de l'ensemble des institutions communautaires ne peut que s'élargir et s'approfondir. Je m'avoue très attristé par le fait que le Royaume-Uni, en tournant le dos à nos partenaires, s'exclut dorénavant de la réalisation des réformes qui pourraient bien aboutir à une Union attractive aux Britanniques.

Vendredi 24 juin 2016 est un jour noir pour toute l'Europe. Et surtout pour la Grande-Bretagne.